

# L'ÉTAT DÉVORE LA RÉVOLUTION ?

## La guerre politique en Tunisie

**Les protagonistes :  
l'ancien régime, les islamistes et Hamadi Jebali**

### L'ANCIEN RÉGIME

Zied El Heni, journaliste et membre du bureau exécutif du Syndicat national des journalistes tunisiens a été entendu aujourd'hui par le juge d'instruction du 13e bureau au tribunal de première instance de Tunis Rappelons que sur la chaîne Nessma TV, le vendredi 8 février 2013, Zied El

Heni avait déclaré avoir été contacté par une source sécuritaire qui lui aurait révélé l'implication du ministère de l'Intérieur dans l'assassinat de Chokri Belaid. Selon Zied El Heni, le responsable de l'assassinat serait le directeur général des services spéciaux Mehrez Zouari, décrit comme l'homme fort d'Ennahdha au sein du ministère de l'Intérieur. (...)

Winston Smith, Nawaat



Véritable portrait de Monsieur Ubu.

### LES ISLAMISTES

Jaziri ministre du #TnGov pose la question "Qui a les épées ?" Vous avez le MI et la justice ya sillakhra!!! #9pm

[Traduction : Lors de l'émission politique « 9pm » sur la chaîne Attounisiya, Jaziri, ministre islamiste du gouvernement tunisien, pose la question : « Qui a les épées ? Vous avez le ministère de l'intérieur et la justice, espèce de merdeux !!! »]

@MorsiChaari, sur Twitter

### HAMADI JEBALI

— En Tunisie comme en Égypte, le pouvoir islamiste est à l'épreuve. Comment l'analysez-vous ?

Ce n'est pas propre aux islamistes. Comment concilier la révolution, l'État et ses réalités ? La plupart du temps, cela échoue parce que l'État dévore la révolution. (...)

Propos recueillis par la journaliste Isabelle Mandraud, envoyée spéciale à Tunis (*Le Monde*)

**Les Amis de l'Internationale,  
publié par Le Jura Libertaire, 12 février 2013**

<<http://juralib.noblogs.org>>

**“On the day Belaid was assassinated,  
the assembly was due to debate a measure designed  
to bar former RCD members from office for five years”**

**Tunisia: killing for political gain**

*Many criticisms can be levelled against Ennahda, which has run the country since the revolution. Political suicide is not one of them.*

If the name can be applied to any murder, the assassination of Chokri Belaid was political. It was designed to cause social mayhem, split coalitions, stop elections, prevent the passing of the draft constitution. There are a number of groups - on either extreme of the Islamist secular divide - that would ostensibly profit from such an outcome in Tunisia. But Rached Ghannouchi's Ennahda is not one of them.

Just as the burning of Sufi shrines was designed to expose the ruling party's inability to deal with the Salafi radical fringe, so political assassination has only one target in its sights - the transition to a law-based democracy. Mourners at Belaid's funeral called Ghannouchi the assassin. That it should be deemed to be in Ennahda's interests to let this happen, that they should now be accused either of actively or tacitly encouraging such attacks to take place, is a measure of just how partisan this line of attack has become.

Many criticisms can be levelled against the Islamist-dominated coalition that has run the country since the revolution: winning elections is not the same thing as producing competent governments; they have concentrated on appeasing the World Bank; the pace of reform of the police, judiciary and justice ministry has been too slow; and there has been a failure to investigate and prosecute physical assaults and offensive speeches. But political suicide is not one of them - and there is little doubt it would be suicidal for a party on a mission to prove that Islamism can co-exist with multi-party democracy to be dabbling in the terror tactics of assassination.

The same logic does not apply to former members of RCD, the party that dominated the country under dictatorship and which was dismantled two years ago. On the day Belaid was assassinated, the assembly was due to debate a measure designed to bar former RCD members from office for five years. (...)

Publié par des larbins des services secrets de Sa Majesté (éditorial du *Guardian*, 8 février 2013)

**Récit et analyses  
de la journée du 10 février 2013**

1. Ceux qui croient que la décision de Jebali [de jeter les islamistes hors du gouvernement et d'en former un autre, composé de "technocrates" - NdJL] est un coup de tête solitaire se trompent.

2. C'est aussi une erreur de croire à une manœuvre des islamistes.

3. Elle est imposée et c'est la seule issue.

4. Jebali, confirme son choix et dit l'avoir fait "après consultation avec des parties politiques et... sécuritaires" [c'est nous qui soulignons ; il ne fait guère de doute qu'il s'agit là de la mafia tortionnaire de

*l'ancien régime qui contrôle la plus grande part du ministère de l'intérieur - NdJL]. (...)*

10. La Tunisie est en train de vivre le coup d'État le plus démocratique, le plus subtil et le plus intelligent de l'histoire [sic].

Mohamed Hedi Zaiem ("professeur à l'université de Carthage", [leaders.com.tn](http://leaders.com.tn))

Nombre insignifiant de manifestants nahdhaouis à l'avenue Habib Bourguiba

Titre de [businessnews.com](http://businessnews.com)

Qu'on arrête de me parler de brigands et de casseurs que la police poursuit. C'est la même entité qui joue sa pièce de théâtre. #ACAB

@Papiillon, sur Twitter



« Brigands » payés par la police

Que cherche Béji Caïd Essebsi ? (...) C'est le moment que choisit le leader de Nidè Tounès pour demander la dissolution de l'Assemblée nationale constituante, c'est-à-dire pour remettre en cause la légitimité électorale qu'il a contribué à établir et appeler à un coup d'État contre la constituante (...) Ce vieux renard politique ne voit-il pas que cela pourrait mener à un début de guerre civile et justifier l'intervention ouverte de l'armée... ?

Gilbert Naccache, sur sa page Facebook

Les quatre conditions pour être candidat dans le nouveau gouvernement. La présidence du gouvernement vient de publier un communiqué dans lequel sont mentionnées les quatre conditions que Hamadi Jebali, chef du gouvernement, impose aux candidats potentiels pour l'ensemble des ministères, pour la composition du nouveau gouvernement.

D'abord, le candidat ne doit avoir eu aucune participation dans un crime contre le peuple tunisien. Ensuite, il ne doit appartenir à aucun parti politique [c'est nous qui soulignons ; exit donc tous les politiciens et militants, et a fortiori Jebali lui-même - NdJL] (...)

businessnews.com (20h43)



La police attaquée par des « salafistes » cité Ennour (banlieue de Tunis)

Démonstration de force des salafistes un peu partout dans le pays. Qui a donné l'ordre ? Que veulent-ils ? Il se passe des choses...

@MorsiChaari, sur Twitter

## Qui est Abou Iyad, l'insaisissable émir des « salafistes tunisiens » ?

Sayfullah Omar Bin Hussein, dont le nom apparaît dans des documents américains, avec l'alias Abu Iyad, était un indicateur des forces de l'ordre tunisiennes et, notamment, les services de la sûreté de l'État.

Selon des documents officiels des forces armées américaines diffusés par Wikileaks, parlant du terroriste Adel Bin Ahmed Ibrahim Hkimi, alias Abu Bilal Attounsi et Abu Hind Al Tounsi, Abu Iyad « avait informé les services du ministère de l'Intérieur que son "frère" Adel Hkimi

était conseiller du Tcg, la cellule terroriste tunisienne basée en Afghanistan, et que ce dernier était responsable de la communication ainsi que la réception et le recrutement de nouveaux djihadistes ».

(...) Les informations contenues dans ce câble de Wikileaks confirment d'ailleurs ce que l'imam de la mosquée du campus universitaire avait précisé, au mois d'avril dernier, quant à l'identité de cet homme et le rôle qu'il avait joué avec les appareils de sécurité de Ben Ali,

celui d'un indic. Ou, plutôt, un agent double [sic] comme finissent souvent les indics !

Leur presse (Aya Chedi, Kapitalis, 17 septembre 2012)

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khaled Tarrouche, a indiqué ce lundi 17 septembre que les agents des forces de l'ordre déployés autour de la mosquée Al Fath (Tunis) où s'était retranché le leader salafiste Abou lyadh ont effectué un repli "tactique" pour ne pas entrer en confrontation avec cet homme recherché.

Selon Khaled Tarrouche cité par shemsfm, le ministère de l'Intérieur savait qu'Abou lyadh se rendrait aujourd'hui à la mosquée Al Fath, et c'est pour cette raison que des policiers s'étaient positionnés à proximité afin d'arrêter le leader salafiste.

Mais au final, les agents ont estimé qu'il était préférable de ne pas entrer à l'intérieur de la mosquée, à l'heure de la sortie des bureaux. Seifallah Ben Hassine, dit Abou lyadh, est recherché par les autorités dans le cadre de l'enquête sur les actes de violence commis à l'ambassade américaine vendredi dernier.

Leur presse (Tunisie Numérique, 17 septembre 2012)

« Tu as failli à ta mission d'assurer la sécurité des Tunisiens [sic !] et tu n'es pas parvenu à sauver la vie du peuple musulman [sic !]. Tu n'es pas digne d'un tel poste, et il est préférable pour toi, de démissionner », tel était le message de Abou lyadh à Ali Laarayedh [*prétendu ministre de l'Intérieur tunisien, cf. extrait suivant - NdJL*] lors du prêche prononcé ce lundi 17 septembre 2012 avec une centaine de ses partisans à la mosquée El Fath au centre ville de Tunis.

Leur presse (Tunisie Numérique, 17 septembre 2012)

Le directeur de la rédaction du quotidien *Essour*, Anouar Bali a déclaré sur les ondes de ShemsFm que les décisions prises au ministère de l'intérieur émanent de Habib Essid conseiller

auprès du chef du gouvernement chargé des affaires sécuritaires ajoutant qu'Ali Laârayedh servirait à décorer puisqu'il ne décide de rien.

Leur presse (Shems FM, 29 mai 2012)



(...) [l'ex-RCDiste] Habib Essid s'avère être un ancien du même ministère au pire moment des années de braise. Il avait ainsi été directeur de cabinet de Abdallah Kallel, l'un des plus sanguinaires ministres de l'intérieur, poursuivi par la justice suisse pour crime de torture et actuellement en détention à Tunis.

Communiqué du Centre d'information et de documentation sur la torture, Besançon, 31 mars 2011

Sur place à la Casbah, la confusion était bien tangible. Plusieurs anecdotes ont attiré notre attention dont la suivante : Brandissant la photo de Habib Essid, conseiller auprès du ministre de l'intérieur et cacique de l'ancien régime, un manifestant s'est vu déchirer sa photo par un autre. Ce dernier le regarde et le réprimande : "Il ne faut pas montrer la photo de Habib Essid, c'est notre parti Ennahdha qui l'a mis dans ce poste !"

Compte-rendu de la manif islamiste du 7 septembre 2012 (nawaat.org, 11 septembre 2012)